

No. 33532

FRANCE
and
ITALY

Convention on the prediction and prevention of major hazards and on mutual assistance in the event of natural or man-made disasters. Signed at Paris on 16 September 1992

Authentic texts: French and Italian.

Registered by France on 23 January 1997.

FRANCE
et
ITALIE

Convention dans le domaine de la prévision et de la prévention des risques majeurs et de l'assistance mutuelle en cas de catastrophes naturelles ou dues à l'activité de l'homme. Signée à Paris le 16 septembre 1992

Textes authentiques : français et italien.

Enregistrée par la France le 23 janvier 1997.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE DANS LE DOMAINE DE LA PRÉVISION ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET DE L'ASSISTANCE MUTUELLE EN CAS DE CATASTROPHES NATURELLES OU DUES À L'ACTIVITÉ DE L'HOMME

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la République italienne,

Conscients des risques de catastrophes naturelles et dues à l'activité de l'homme qui menacent leur Etat respectif,

Convaincus qu'il est nécessaire de fournir une assistance à l'Etat affecté lorsque ces risques se concrétisent,

Dans l'attente de la mise en oeuvre d'une coopération multilatérale dans le domaine de la protection civile encouragée par la Communauté Européenne et dont diverses résolutions du Conseil constituent le préalable.

Considérant qu'il est nécessaire de définir une stratégie commune en vue de résoudre les problèmes qui en résultent et d'unir leurs forces dans le cadre d'une coopération mise en oeuvre dans les domaines suivants :

- a) la prévision et la prévention des risques majeurs ;

¹ Entrée en vigueur le 6 août 1995 par notification, conformément à l'article 20.

- b) l'assistance mutuelle en cas de catastrophe naturelle ou d'accident grave dû à l'activité de l'homme ;

- c) l'échange rapide d'informations au sujet des aides que les Parties contractantes envoient aux Etats tiers frappés par les catastrophes ;

Convienent de ce qui suit :

ARTICLE 1

Aux fins de la présente Convention, les termes ci-après sont ainsi définis :

- "Etat demandeur" : Etat contractant qui demande à l'autre Etat d'envoyer des équipes d'intervention, munies de moyens de fonctionnement, de moyens de secours et/ou de matériel d'assistance ;

- "Etat d'envoi" : Etat contractant dont les Autorités compétentes donnent suite à une demande provenant de l'autre Etat, relative à l'envoi d'équipes d'intervention munies d'équipement, de moyens de secours et/ou de matériel d'assistance :

- "Equipes de secours" : groupes d'unités, spécialisées dans les interventions de secours, dotées d'équipements adéquats et de moyens de secours ;

- "Equipement" et "moyens de secours" : équipement personnel, matériel et véhicules destinés aux équipes de secours ;

- "Matériel d'assistance" : biens destinés à être distribués à la population affectée ;

- "Moyens de fonctionnement" : biens nécessaires à l'utilisation de l'équipement et au ravitaillement des équipes de secours, notamment le carburant et les denrées alimentaires.

TITRE I

COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA PREVISION ET DE LA PREVENTION DES RISQUES MAJEURS

ARTICLE 2

La coopération dans le domaine de la prévision et de la prévention des risques liés aux catastrophes naturelles ou dues à l'activité de l'homme desquels il résulte des effets nocifs graves pour les personnes, les biens et l'environnement, comporte :

- l' échange d'informations aux niveaux scientifique et technique, à l'exclusion de ceux concernant les secrets d'Etat ou des informations dont la divulgation est interdite conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans chaque Etat contractant ;

- la formation de spécialistes de la prévision et de la prévention.

ARTICLE 3

1 - Les échanges d'informations qui seront effectués périodiquement dans le cadre des rencontres scientifiques, des séminaires, des congrès et des visites du personnel technique concernent :

- les recherches et les études entreprises ;

- la rédaction conjointe de publications concernant les domaines qui font l'objet de la coopération ;

- les expériences nationales relatives à l'utilisation des technologies les plus avancées, y compris les systèmes informatiques de banques de données et de communications par satellites, pour la gestion prévisionnelle des situations d'urgence ;

- Les modalités de gestion des événements qui ont eu lieu sur les territoires nationaux respectifs ;

- les moyens et les matériels utilisables et leur standardisation éventuelle ;

- toute autre information considérée comme utile aux fins de la coopération.

2 - Les modalités d'application des dispositions prévues par le présent article seront réglementées par des accords particuliers conclus dans le cadre de la réunion annuelle prévue à l'article 15.

ARTICLE 4

1 - Les programmes nationaux pour la formation de spécialistes dans le domaine de la prévision et de la prévention ainsi que des opérateurs dans le domaine des secours, font l'objet d'échanges d'information tendant à harmoniser les méthodologies employées par l'une et l'autre Parties.

2 - Dans ce cadre, les programmes des cours d'enseignement de la médecine des catastrophes et les diplômes correspondants seront unifiés dans la mesure du possible. Des échanges d'instructeurs et d'élèves sont également prévus.

3 - La réunion annuelle prévue à l'article 15 établit un calendrier de principe des cours de base et de perfectionnement pour les spécialistes de la prévision et de la prévention, ainsi que pour les opérateurs du secours.

4 - A la fin de chaque année, la réunion annuelle sera chargée de rédiger un rapport faisant le bilan des cours.

5 - En vue d'une meilleure organisation de l'assistance réciproque, des exercices conjoints dans les domaines d'intervention envisagés pourront être programmés.

TITRE II

ASSISTANCE MUTUELLE EN CAS DE CATASTROPHE

ARTICLE 5

Chacune des Parties contractantes s'engage à prêter, sur demande de l'Autorité compétente de l'autre Partie contractante, toute l'assistance possible au cas où surviendrait sur le territoire de cette dernière une catastrophe naturelle ou due à l'activité de l'homme ayant causé de graves dommages aux personnes, aux biens, ou à l'environnement. L'assistance est donnée en premier lieu par les équipes de secours et, si nécessaire, par tout autre moyen approprié.

ARTICLE 6

1 - En cas de catastrophe naturelle ou d'accident grave, l'assistance sera fournie par l'envoi sur les lieux de la catastrophe ou de l'accident grave d'équipes de secours dépendant, en France, des services de la sécurité civile et, en Italie, des services de la protection civile, qui ont reçu une formation spécifique surtout dans les domaines ci-après : lutte contre les incendies, lutte contre les risques nucléaires et chimiques, secours d'urgence et secours médicaux d'urgence, recherche, déblaiement, sauvetage, et qui disposent du matériel spécialisé nécessaire à leurs tâches.

2 - Si la spécificité ou l'importance de la catastrophe le justifient, d'autres formes d'aides pourront être mises en oeuvre pour répondre aux besoins.

3 - Les équipes de secours pourront être envoyées par voie terrestre, aérienne ou maritime.

TITRE III

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 7

1 - La direction des opérations est de la compétence des Autorités de l'Etat demandeur qui précise les lignes directrices et les limites éventuelles des opérations confiées aux unités d'intervention sans entrer dans le détail de leur exécution.

2 - Les équipes d'intervention ont libre accès à tout lieu où leur travail est nécessaire, selon les indications du directeur des opérations.

3 - Les Autorités compétentes des deux Parties se communiquent la liste des moyens d'intervention à envoyer d'un Etat à l'autre, dans les limites de leurs possibilités respectives et dans le cadre des opérations prévues par la présente convention.

4 - Les Autorités compétentes des deux Parties examinent les modalités utiles à l'octroi rapide des autorisations nécessaires prévues pour les transports exceptionnels ainsi que les modalités d'utilisation gratuite des autoroutes et des tunnels à péage.

ARTICLE 8

1 - Aux fins d'assurer l'efficacité et la rapidité nécessaires aux interventions, les Parties contractantes s'engagent à limiter au minimum indispensable les formalités de passage de frontière, comme il ressort des réglementations nationales et communautaires.

2 - Le chef d'une unité d'intervention présente un certificat attestant la mission de secours, le type d'unité et la liste des personnes qui en font partie. Ledit certificat est délivré par l'Autorité dont dépend l'unité. Les personnes qui font partie de l'unité d'intervention sont dispensées de l'obligation de produire, au passage de la frontière, les documents permettant de passer d'un Etat à l'autre. Cependant, elles devront être munies d'un document d'identité aux fins de contrôles éventuels.

3 - Dans des cas particulièrement urgents, le certificat collectif susindiqué peut être remplacé par une attestation établie à cet effet, de laquelle il ressort que la frontière doit être franchie en vue d'accomplir une mission de secours.

4 - Si les circonstances l'exigent, le franchissement de la frontière peut être effectué en dehors des points de passage autorisés. Les Autorités responsables de la surveillance de la frontière doivent en être préalablement informées par l'Etat demandeur.

5 - En cas d'évacuation au-delà de la frontière, les Autorités des deux Parties se communiqueront a posteriori les noms des personnes évacuées qu'il leur aura été possible d'établir de façon certaine.

ARTICLE 9

1 - Les Parties contractantes facilitent également le passage de la frontière pour les équipements, les moyens de secours et de fonctionnement et le matériel d'assistance, dont l'introduction, en dehors des points de passage autorisés, comme pour les cas de passage de frontière, doit être préalablement portée à la connaissance des Autorités douanières compétentes et des autres Autorités responsables de la surveillance de la frontière.

2 - Les équipes de secours ne doivent apporter comme marchandises que des objets d'équipement, les moyens de secours et de fonctionnement et le matériel d'assistance nécessaires à la mission de secours.

3 - Les biens indiqués au paragraphe précédent sont soumis au régime d'importation temporaire. Aucun document n'est requis ni prévu pour l'entrée ou la sortie de ces biens. Au moment du passage de la frontière, le responsable d'une unité d'intervention présente aux services de douane ou leur fait parvenir dans le délai le plus bref

possible, une liste complète des équipements, des moyens de secours, des moyens de fonctionnement et du matériel d'assistance.

4 - Les équipements, les moyens de secours et les moyens de fonctionnement et d'assistance sont exonérés de tous les droits de douane s'ils ont été utilisés pour une opération de secours ou réexportés à la fin de celle-ci.

5 - Si des circonstances particulières ne permettent pas leur réexportation, leur nature, leur état et leur quantité ainsi que le lieu où ils se trouvent doivent être portés à la connaissance des Autorités responsables des missions de secours qui en informent le service douanier compétent ; dans ce cas, la législation et la réglementation de l'Etat demandeur sont applicables.

6 - L'introduction sur le territoire de l'Etat demandeur, dans le cadre du présent accord, de produits médicamenteux contenant des substances stupéfiantes et le retour sur le territoire de l'Etat d'envoi des quantités non utilisées, ne sont pas considérés comme une importation ou une exportation conformément aux accords internationaux sur les stupéfiants signés par les deux Parties contractantes.

7 - Les médicaments ou les produits pharmaceutiques susindiqués doivent être introduits seulement dans le cadre des besoins médicaux urgents et utilisés uniquement par le personnel médical qualifié conformément aux normes légales de l'Etat d'envoi.

8 - Au terme des opérations de secours, le personnel, ainsi que l'équipement, les moyens de secours, les moyens de fonctionnement et d'assistance qui n'ont pas été utilisés, doivent rentrer sur le territoire de l'Etat d'envoi par un point de passage de frontière autorisé.

ARTICLE 10

1 - Chaque Partie contractante autorise les aéronefs utilisés à partir du territoire de l'autre Partie, à survoler son territoire, à atterrir et à décoller également en dehors des aérodrômes.

2 - L'intention d'utiliser des aéronefs en cas d'intervention doit être communiquée immédiatement à l'Autorité requérante, avec l'indication la plus précise possible du type et de l'immatriculation des aéronefs, de l'équipage de bord, du chargement, du lieu et de l'heure du décollage et de l'atterrissage. Les dispositions relatives au secours par la route sont applicables mutatis mutandis au transport par avion.

3 - Les vols doivent être effectués selon les règlements de la navigation en vigueur dans l'espace aérien de l'Etat demandeur.

4 - Si les équipes de secours comprennent du personnel militaire, ce personnel reste soumis pour la durée de l'intervention à la législation nationale qui règle son statut.

ARTICLE 11

1 - Les frais de l'assistance fournie par les équipes de secours de l'Etat d'envoi, conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 1, y compris les frais résultant de la perte ou de la destruction totale ou partielle du matériel importé, ne sont pas pris en charge par l'Etat demandeur.

2 - En cas d'assistance fournie conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 2, et notamment si cette assistance conduit à mettre en oeuvre des aéronefs, l'Etat d'envoi pourra exiger de l'Etat demandeur le remboursement des frais supportés.

3 - Dans tous les cas, les équipes de secours de l'Etat d'envoi seront entretenues et logées, pour la durée de leur mission, aux frais de l'Etat demandeur et approvisionnées en ravitaillement divers si les approvisionnements importés sont épuisés. Elles recevront également, en cas de besoin, l'assistance médicale nécessaire.

ARTICLE 12

1 - L'Etat demandeur s'engage à prendre en charge tout dommage résultant directement des opérations de secours effectuées en application du présent accord sur son territoire.

2 - En cas de décès, de dommage physique ou de tout autre préjudice porté à la santé du personnel de secours de l'Etat d'envoi, ce dernier renonce à formuler toute demande de dédommagement à l'Etat demandeur à

condition que ces événements soient directement liés à l'exécution de l'intervention.

3 - Les Autorités des Parties contractantes échangent toutes les informations utiles relatives aux interventions au cours desquelles ont été causés les dommages conformément au présent article.

4 - Au terme des opérations, les organes techniques de l'Etat d'envoi transmettent aux organes techniques de l'Etat demandeur un rapport écrit sur les interventions effectuées.

5 - Les organes techniques de l'Etat demandeur transmettent aux organes techniques de l'Etat d'envoi un rapport final des événements.

ARTICLE 13

Les Autorités compétentes, sans préjudice des dispositions plus favorables contenues dans d'autres accords particuliers, établissent d'un commun accord les plans d'intervention nécessaires à l'exécution d'opérations de secours.

ARTICLE 14

En cas de catastrophe naturelle ou d'incident grave dû à l'activité de l'homme dans les Etats tiers, si l'une des Parties contractantes décide de participer aux actions de secours, elle en informe l'autre Partie dans les plus brefs délais afin de permettre à cette dernière, si cela est possible, d'harmoniser ses propres actions de secours avec celles de la première Partie.

ARTICLE 15

1 - Aux fins de régler les aspects techniques de régulation et d'organisation de la coopération prévue dans la présente Convention, une réunion de fonctionnaires et d'experts, nommés respectivement par les Autorités compétentes de chaque Partie, se tiendra, alternativement dans chacun des deux Etats, une fois par an ou, exceptionnellement, plus d'une fois, à la demande de l'une des Parties.

2 - Les Autorités nationales, dans le présent cadre, échangent des informations de principe sur :

- la composition des équipes de secours prévues à l'article 6, paragraphe 1,
- les moyens de secours et les moyens de fonctionnement,
- les conditions d'emploi,
- les modalités de demande de moyens spéciaux.

ARTICLE 16

Des accords ou arrangements particuliers pourront être conclus pour régler les conditions d'intervention de secours en cas d'accident ou de catastrophe qui aurait lieu dans les aires des tunnels du Mont-Blanc, du Fréjus et de Tende. Ils seront soumis à l'approbation des Autorités nationales respectives indiquées à l'article 17.

ARTICLE 17

En vue de l'application des dispositions de la présente convention, les Autorités compétentes sont :

- pour la République française selon les cas, le Ministre de l'Intérieur ou le Ministre de l'Environnement ;

- pour la République italienne, le Ministre chargé de la Coordination de la Protection civile et le Ministre de l'Intérieur.

ARTICLE 18

La collaboration en cours en matière de prévention des risques majeurs pourra faire l'objet d'accords ou d'arrangements dans le cadre de la présente Convention.

ARTICLE 19

1 - Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention qui n'auront pas été réglés par les Autorités compétentes désignées à l'article 17 seront réglés par la voie diplomatique.

2 - Au cas où les Parties contractantes ne parviendraient pas à un accord par la voie diplomatique, elles soumettraient leur différend à l'arbitrage.

3 - Le Tribunal arbitral est composé, dans chaque cas, de trois arbitres. Chaque Partie contractante nomme un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le ressortissant d'un troisième Etat comme tiers-arbitre président. Les arbitres sont nommés dans un délai de deux mois, le président dans un délai de trois mois, à partir de la date à laquelle la Partie contractante a communiqué à l'autre Partie son intention de soumettre le différend à un Tribunal arbitral.

4 - Si les délais mentionnés au paragraphe précédent ne sont pas respectés, et à défaut d'un autre arrangement, chaque Partie contractante peut inviter le président de la Cour européenne des droits de l'homme à aux désignations requises. Si le président possède la nationalité française ou la nationalité italienne, ou se trouve empêché pour une autre raison, le vice-président doit procéder à la désignation. Si le vice-président possède également la nationalité française ou italienne, ou se trouve lui aussi empêché, le membre suivant dans la hiérarchie de la Cour ne possédant ni la nationalité française ni la nationalité italienne, procède à la désignation.

5 - Le Tribunal arbitral décide selon les règles du droit international et en particulier du présent accord. Il règle lui même sa procédure.

6 - Les décisions du Tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres. L'absence ou l'abstention d'un des membres du Tribunal désignés par les deux Parties contractantes n'empêche pas le Tribunal de statuer.

7 - Les décisions du Tribunal ont force obligatoire. Chaque Partie supporte les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et les frais occasionnés par sa représentation dans la procédure devant le Tribunal. Les frais du tiers-arbitre président et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties contractantes.

8 Si le Tribunal arbitral le demande, les Tribunaux des Parties contractantes lui accordent l'entraide judiciaire nécessaire pour procéder aux citations et aux auditions de témoins et d'experts, conformément aux accords en vigueur entre les deux Parties contractantes sur l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale.

ARTICLE 20

1 - Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures nationales respectives nécessaires à l'entrée en vigueur de la présente convention. Cette dernière entrera en vigueur un mois après la dernière notification.

2 - Les Parties contractantes s'engagent à envoyer le texte de la présente convention à la Commission des Communautés Européennes.

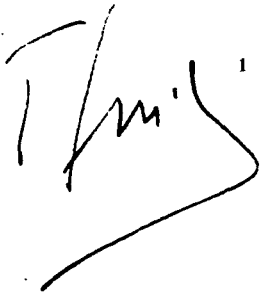
3 - La présente convention est conclue pour une durée illimitée.

4 - Chaque Partie contractante pourra à tout moment la dénoncer et cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la notification.

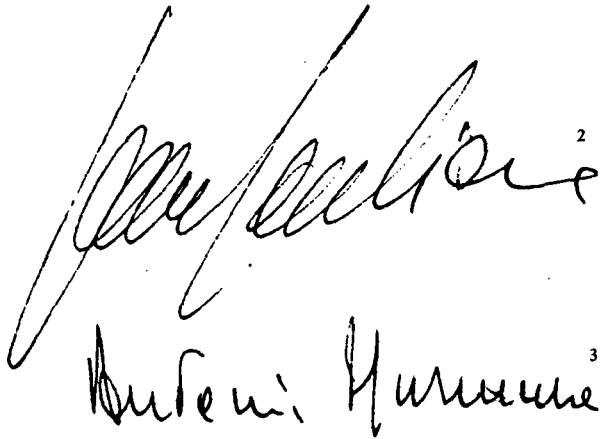
Fait à.....*Paris...*, le *16 septembre 1992* en double
exemplaire en langues française et italienne, les deux textes
faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

Pour le Gouvernement
de la République italienne :



*Paul Quilès*¹



*Ferdinando Facchiano*²
*Antonio Murmura*³

¹ Paul Quilès.

² Ferdinando Facchiano.

³ Antonio Murmura.

[ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN]

CONVENZIONE SULLA COOPERAZIONE TRA LA REPUBBLICA FRANCESE E LA REPUBBLICA ITALIANA NEL CAMPO DELLA PREVISIONE E DELLA PREVENZIONE DEI RISCHI MAGGIORI E DELL'ASSISTENZA RECIPROCA IN CASO DI CATASTROFI NATURALI O DOVUTE ALL'ATTIVITÀ DELL'UOMO

Il Governo della Repubblica Francese

e

Il Governo della Repubblica Italiana

Consapevoli dei rischi di catastrofi naturali o dovuti all'attività dell'uomo che incombono sui rispettivi Stati

Convinti della necessità che venga fornita un'assistenza a favore dello Stato colpito al verificarsi di detti rischi

In attesa che si renda operante una cooperazione multilaterale nel settore della protezione civile promossa dalla Comunità Europea e della quale diverse risoluzioni del Consiglio costituiscono la premessa

Ritenuto che sia necessario definire una strategia comune al fine di risolvere i problemi relativi ed unire le loro forze nel quadro di una cooperazione articolata nei seguenti settori:

- a) della previsione e della prevenzione dei rischi maggiori;
- b) dell'assistenza reciproca in caso di catastrofe naturale o di incidente grave dovuto all'attività dell'uomo;
- c) dello scambio immediato di informazioni circa gli aiuti che le Parti contraenti inviano agli Stati terzi colpiti da catastrofi;

Convengono quanto segue:

Articolo 1

Ai fini della presente convenzione i termini qui di seguito impiegati significano:

"Stato richiedente": Stato contraente che domanda all'altro Stato di inviare delle squadre d'intervento con equipaggiamento, mezzi di soccorso e/o materiale per l'assistenza;

"Stato offerente": Stato contraente le cui Autorità competenti danno seguito ad una domanda proveniente dall'altro Stato, relativa all'invio di squadre di intervento con equipaggiamento, mezzi di soccorso e/o materiale per l'assistenza;

"Squadre di soccorso": gruppi di unità, specializzate per gli interventi di soccorso, dotate di opportuni equipaggiamenti e di mezzi di soccorso;

"Equipaggiamento" e "mezzi di soccorso": equipaggiamento personale, materiale e veicoli in dotazione alle squadre di soccorso;

"Materiale per l'assistenza": beni destinati ad essere distribuiti alla popolazione colpita;

"Materiale di funzionamento": beni necessari all'utilizzazione dell'equipaggiamento ed al vettovagliamento delle squadre di soccorso, nella specie il carburante e le derrate alimentari.

TITOLO I

Cooperazione nel settore della previsione e prevenzione dei rischi maggiori.

Articolo 2

La cooperazione nel settore della previsione e prevenzione dei rischi connessi alle catastrofi naturali o dovute all'attività dell'uomo dai quali derivano gravi conseguenze nocive per le persone, i beni e l'ambiente comporta:

- lo scambio di informazioni a livello scientifico e tecnico ad esclusione di quelle che interessano i segreti di Stato o notizie vincolate da vietata divulgazione ai sensi dell'ordinamento nazionale di ogni Stato contraente;

- la formazione di specialisti della previsione e della prevenzione.

Articolo 3

1. Gli scambi di informazione che saranno effettuati periodicamente con incontri scientifici, con seminari, congressi e visite di personale tecnico concernono:

- le ricerche e gli studi intrapresi;
- la redazione congiunta di pubblicazioni concernenti i settori che formano l'oggetto della cooperazione;
- le esperienze nazionali relative all'utilizzazione delle tecnologie più avanzate, compresi i sistemi informatici di banche di dati e di comunicazioni via satellite, per la preparazione e la gestione dell'emergenza;
- le modalità di gestione degli eventi che si sono verificati nei territori nazionali rispettivi;
- i mezzi ed i materiali utilizzabili e la loro eventuale standardizzazione;
- ogni altro dato considerato come utile ai fini della cooperazione.

2. Le modalità di applicazione delle disposizioni previste da questo articolo saranno regolate da intese particolari concluse nell'ambito della riunione annuale di cui all'art. 15.

Articolo 4

1. I programmi nazionali per la formazione di specialisti nel quadro della previsione e della prevenzione, come pure degli operatori nel settore dei soccorsi, formano l'oggetto di scambi di informazione tendenti ad armonizzare le metodologie impiegate dall'una e dall'altra Parte.

2. In questo quadro i programmi dei corsi di insegnamento della medicina delle catastrofi ed i diplomi corrispondenti saranno unificati nella misura del possibile. Sono previsti scambi di istruttori e di allievi.
3. La riunione annuale, di cui all'art. 15, stabilisce un calendario di principio dei corsi di base e di perfezionamento per gli specialisti della previsione e della prevenzione, come pure per gli operatori del soccorso.
4. Alla fine di ogni anno la riunione annuale sarà incaricata di redigere un rapporto che faccia il bilancio dei corsi.
5. In vista di una migliore organizzazione dell'assistenza reciproca, potranno essere programmate delle esercitazioni congiunte nei settori di intervento previsti.

TITOLO II

Assistenza reciproca in caso di catastrofe

Articolo 5

Ciascuna delle Parti contraenti si impegna a prestare, su domanda avanzata dall'Autorità competente dell'altra Parte contraente, tutta l'assistenza possibile nel caso in cui si verifichi sul territorio di quest'ultima una catastrofe naturale o dovuta all'attività dell'uomo e che causi dei gravi danni alle persone, ai beni ed all'ambiente. L'assistenza è data in primo luogo dalle squadre di soccorso e, se necessario, da ogni altro mezzo appropriato.

Articolo 6

1. In caso di catastrofe naturale o di incidente grave, l'assistenza sarà fornita con l'invio sui luoghi della catastrofe o dell'incidente grave di squadre di soccorso dipendenti, in Francia, dai servizi della sicurezza civile e, in Italia, dai servizi della protezione civile, che hanno ricevuto una formazione specifica segnatamente nei seguenti settori: lotta contro gli incendi, lotta contro i rischi nucleari e

chimici, pronto soccorso e soccorsi medici d'emergenza, ricerca, rimozione, salvataggio e che dispongono del materiale specializzato necessario ai loro compiti.

2. Se la specificità o l'ampiezza della catastrofe lo giustificano, altre forme di aiuto potranno essere poste in opera per rispondere alle esigenze.

3. Le squadre di soccorso potranno essere inviate per via terrestre, aerea o marittima.

TITOLO III

Disposizioni generali

Articolo 7

1. La direzione delle operazioni è di competenza delle Autorità dello Stato richiedente che indica le linee direttrici ed i limiti eventuali delle operazioni affidate alle unità di intervento senza entrare nel dettaglio della loro esecuzione.

2. Le squadre di intervento hanno libero accesso in ogni luogo in cui necessiti la loro opera, secondo le indicazioni del direttore delle operazioni.

3. Le Autorità competenti delle due Parti si comunicano la lista dei mezzi di intervento da inviare da uno Stato all'altro, nei limiti delle loro possibilità rispettive nel quadro delle operazioni previste dalla presente convenzione.

4. Le Autorità competenti delle due Parti esaminano le modalità utili al rapido conseguimento delle necessarie autorizzazioni per i trasporti eccezionali come pure le modalità di utilizzo gratuito delle autostrade e dei trafori a pedaggio.

Articolo 8

1. Al fine di assicurare l'efficacia e la rapidità necessarie agli interventi, le Parti contraenti si impegnano a limitare al minimo indispensabile le formalità di passaggio alla frontiera, così come sono stabilite dalle regolamentazioni nazionali e comunitarie.

2. Il responsabile di una unità di intervento presenta un certificato attestante la missione di soccorso, il tipo dell'unità e la lista delle persone che ne fanno parte. Detto certificato è rilasciato dall'Autorità dalla quale dipende l'unità. Le persone che fanno parte dell'unità di intervento sono dispensate dall'obbligo di presentare, al passaggio della frontiera, i documenti validi per l'espatrio tra i due Stati, ma dovranno essere comunque munite di un documento di identità ai fini di eventuali controlli.

3. Nei casi di urgenza particolare, il certificato collettivo suindicato può essere sostituito da una attestazione stabilita a tale scopo, dalla quale risulti che la frontiera deve essere varcata al fine di compiere una missione di soccorso.

4. Se le circostanze l'esigono, il passaggio della frontiera può essere effettuato fuori dei punti di passaggio autorizzati. Le Autorità responsabili della sorveglianza della frontiera ne devono essere informate in anticipo dallo Stato richiedente.

5. In caso di evacuazione al di là della frontiera, le Autorità delle due Parti si comunicano a posteriori i nomi delle persone evacuate che sarà loro possibile di stabilire in maniera certa.

Articolo 9

1. Le Parti contraenti facilitano nella stessa maniera il passaggio di frontiera degli equipaggiamenti, dei mezzi di soccorso e di funzionamento e del materiale di assistenza, la cui introduzione, analogamente ai casi di attraversamento della frontiera al di fuori dei punti di passaggio autorizzati, deve essere anticipatamente portata a conoscenza delle Autorità doganali competenti e delle altre Autorità responsabili della sorveglianza della frontiera.

2. Le squadre di soccorso non devono portare altra merce se non gli oggetti di equipaggiamento, i mezzi di soccorso e di funzionamento ed il materiale di assistenza necessari alla missione di soccorso.

3. I mezzi indicati al comma precedente sottostanno al regime di importazione temporanea. Nessun documento è richiesto nè è predisposto per l'entrata o l'uscita di questi beni. Al momento del passaggio della frontiera, il responsabile di una unità di intervento presenta ai servizi della dogana o fa loro pervenire nel più breve tempo possibile, una lista completa degli equipaggiamenti, dei mezzi di soccorso e di funzionamento e del materiale di assistenza.

4. Gli equipaggiamenti, i mezzi di soccorso e di funzionamento ed il materiale di assistenza sono esonerati da tutti i diritti doganali se sono stati utilizzati durante una operazione di soccorso o riesportati al suo compimento.

5. Se delle circostanze particolari non permettono la loro riesportazione, la loro natura, il loro stato e la loro quantità come pure il luogo ove essi si trovano devono essere portati a conoscenza delle Autorità responsabili delle missioni di soccorso che ne informano il servizio doganale competente; in tale caso si applicano la legislazione e la regolamentazione dello Stato richiedente.

6. L'introduzione sul territorio dello Stato richiedente, nel quadro del presente accordo, di prodotti medicinali contenenti sostanze stupefacenti ed il ritorno nel territorio dello Stato offerente delle quantità non utilizzate, non sono considerati come importazione o esportazione ai sensi degli accordi internazionali sugli stupefacenti sottoscritti da ambedue le Parti contraenti.

7. I prodotti medicinali e farmaceutici di cui sopra, debbono essere introdotti solamente nel quadro dei bisogni medici urgenti ed utilizzati unicamente da personale medico qualificato secondo le norme legali dello Stato offerente.

8. Al termine delle operazioni di soccorso, il personale, nonchè l'equipaggiamento, i mezzi di soccorso, il materiale di funzionamento e di assistenza che non sono stati utilizzati, devono rientrare nel territorio dello Stato offerente attraverso un punto di passaggio autorizzato di frontiera.

Articolo 10

1. Ciascuna Parte contraente autorizza gli aeromobili utilizzati in partenza dal territorio dell'altra Parte, a sorvolare il suo territorio, ad atterrare e a decollare ugualmente al di fuori degli aeroporti.

2. L'intenzione di utilizzare degli aeromobili in caso di intervento deve essere comunicata immediatamente all'Autorità richiedente, con l'indicazione più precisa possibile del tipo e dell'immatricolazione degli aeromobili, dell'equipaggio di bordo, del carico, del luogo e dell'ora di decollo e di atterraggio. Le disposizioni relative al soccorso su strada sono applicabili *mutatis mutandis* al trasporto aereo.

3. I voli devono essere effettuati secondo i regolamenti della navigazione aerea in vigore nello spazio aereo dello Stato richiedente.

4. Se le squadre di soccorso comprendono personale militare, questo personale resta sottoposto per la durata dell'intervento alla legislazione nazionale regolante il suo status.

Articolo 11

1. Le spese dell'assistenza fornita dalle squadre di soccorso dello Stato offerente, conformemente alle disposizioni dell'art. 6, comma 1, ivi comprese le spese risultanti dalla perdita o dalla distruzione totale o parziale del materiale importato, non sono prese a carico dello Stato richiedente.

2. In caso di assistenza fornita conformemente alle disposizioni dell'art. 6, comma 2, ed in particolare qualora tale assistenza preveda l'impiego di aeromobili, lo Stato offerente potrà esigere dallo Stato richiedente il rimborso delle spese sostenute.

3. In ogni caso, le squadre di soccorso dello Stato offerente saranno mantenute ed alloggiate, per la durata della loro missione, a spese dello Stato richiedente e approvvigionate con rifornimenti vari se gli approvvigionamenti importati siano stati esauriti. Esse riceveranno ugualmente, in caso di bisogno, l'assistenza medica necessaria.

Articolo 12

1. Lo Stato richiedente si impegna a prendersi carico di ogni danno accertato come derivante direttamente dalle operazioni di soccorso effettuate in applicazione del presente accordo sul proprio territorio.

2. In caso di decesso, di danno fisico o di ogni altro pregiudizio arrecato alla salute fisica del personale di soccorso dello Stato offerente, quest'ultimo rinuncia a formulare qualsiasi domanda di indennizzo allo Stato richiedente a condizione che tali incidenti siano direttamente legati all'esecuzione dell'intervento.

3. Le Autorità delle Parti contraenti si scambiano tutte le informazioni utili relative agli interventi durante i quali sono stati causati i danni di cui al presente articolo.

4. Al termine delle operazioni gli organi tecnici dello Stato offerente trasmettono agli organi tecnici dello Stato richiedente un rapporto scritto sugli interventi effettuati.

5. Gli organi tecnici dello Stato richiedente trasmettono agli organi tecnici dello Stato offerente un rapporto finale sull'accaduto.

Articolo 13

Le Autorità competenti, senza pregiudizio di disposizioni più favorevoli contenute in altri accordi particolari, stabiliscono di comune intesa i piani di intervento necessari all'esecuzione delle operazioni di soccorso.

Articolo 14

In caso di catastrofe naturale o di incidente grave dovuto all'attività dell'uomo in Stati terzi, ove una delle Parti contraenti decida di partecipare alle azioni di soccorso, essa ne informa immediatamente l'altra Parte in modo da permettere a quest'ultima, se ciò è possibile, di armonizzare le proprie azioni di soccorso con quelle della prima Parte.

Articolo 15

1. Al fine di stabilire gli aspetti tecnici su come regolamentare e organizzare la cooperazione prevista nella presente convenzione, è indetta una riunione dei funzionari ed esperti, nominati rispettivamente dall'Autorità competente di ogni Parte, che si riunirà, a turno in ciascuno dei due Stati, una volta all'anno o, eccezionalmente, più di una volta, su richiesta di una delle Parti.

2. Le Autorità nazionali, in tale ambito, si scambiano delle informazioni di principio su:

- la composizione delle squadre di soccorso previste dall'art. 6, comma 1;
- i mezzi di soccorso ed i materiali di funzionamento;
- le condizioni di impiego;
- le modalità di richiesta di mezzi speciali.

Articolo 16

Accordi o intese particolari potranno essere conclusi per stabilire le condizioni di intervento di soccorso in caso di incidente o di catastrofe che si verifichi nelle aree dei tunnel del Monte Bianco, del Frejus e di Tenda. Essi saranno sottoposti all'approvazione delle Autorità nazionali indicate all'art. 17.

Articolo 17

In vista dell'applicazione delle disposizioni della presente convenzione, le Autorità competenti sono:

- per la Repubblica Francese, secondo il caso, il Ministro dell'Interno o il Ministro dell'Ambiente;
- per la Repubblica Italiana, il Ministro per il Coordinamento della Protezione Civile ed il Ministro dell'Interno.

Articolo 18

La collaborazione esistente in materia di prevenzione dei rischi maggiori potrà essere oggetto di accordi o intese nell'ambito della presente convenzione.

Articolo 19

1. Le controversie sull'interpretazione o l'applicazione della presente convenzione, che non siano state regolate dalle Autorità competenti indicate all'art. 17, saranno regolate per via diplomatica.

2. Nel caso in cui le Parti contraenti non raggiungano un accordo per via diplomatica, esse sottoporranno la controversia all'arbitraggio.

3. Il Tribunale arbitrale è composto, in ogni caso, di tre arbitri. Ciascuna Parte contraente nomina un arbitro e i due arbitri così nominati designano di comune accordo una persona di un terzo Stato come terzo arbitro presidente. Gli arbitri sono nominati entro due mesi, il Presidente entro tre mesi dalla data in cui la parte contraente abbia comunicato all'altra la propria intenzione di sottoporre la controversia ad un Tribunale arbitrale.

4. Se i periodi di tempo menzionati nel comma precedente non sono rispettati, ed in mancanza di un altro accordo, ciascuna delle Parti contraenti può invitare il presidente della Corte europea dei diritti dell'uomo a procedere alle designazioni richieste. Se il Presidente è in possesso di cittadinanza francese o italiana, o si trova impedito per altre ragioni, il Vice Presidente deve procedere alla designazione. Se il Vice Presidente possiede ugualmente la cittadinanza francese o italiana, o se si trova anche egli impedito, il membro successivo nella gerarchia della Corte, che non possieda la cittadinanza francese o quella italiana, procede alla designazione;

5. Il Tribunale arbitrale decide secondo le regole del diritto internazionale ed in particolare del presente accordo. Egli stesso disciplina la propria procedura.

6. Le decisioni del Tribunale arbitrale tanto sulla procedura che sulla sostanza, sono prese a maggioranza dei voti dei suoi membri. L'assenza o l'astensione di uno dei due membri del Tribunale designato dalle due Parti contraenti non impedisce al Tribunale di statuire.

7. Le decisioni del Tribunale sono vincolanti. Ciascuna Parte assume le spese dell'arbitro da essa designato e le spese derivanti dalla sua rappresentanza nel processo davanti al Tribunale. Le spese del terzo arbitro presidente e le altre spese sono sostenute in parti uguali dalle Parti contraenti.

8. Se il Tribunale arbitrale lo domanda, i Tribunali delle Parti contraenti possono accordargli l'aiuto giudiziario necessario per procedere alle citazioni e alle audizioni di testimoni ed esperti, conformemente agli accordi in vigore tra le due Parti contraenti in materia di collaborazione giudiziaria, nel settore civile e commerciale.

Articolo 20

1. Ciascuna delle Parti contraenti notificherà all'altra il completamento delle rispettive procedure nazionali necessarie all'entrata in vigore della presente convenzione. Quest'ultima entrerà in vigore un mese dopo l'ultima notifica.

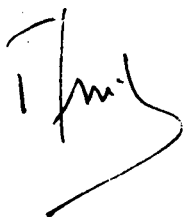
2. Le Parti contraenti si impegnano ad inviare il testo della presente convenzione alla Commissione delle Comunità Europee.

3. La presente convenzione è conclusa per una durata illimitata.

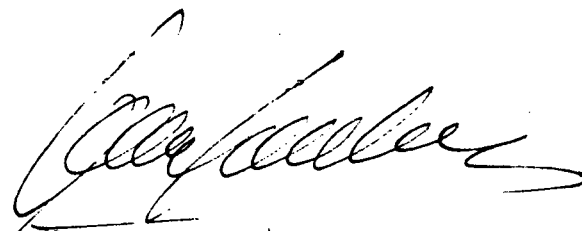
4. Ogni Parte contraente potrà in ogni momento denunciarla e tale denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data della notifica.

Fatto a *Paris*, il *16 settembre 1992* in doppio esemplare
nelle lingue francese e italiana, entrambe le versioni facenti
egualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica Francese:



Per il Governo
della Repubblica Italiana:


Antonio Martino

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC ON THE PREDICTION AND PREVENTION OF MAJOR HAZARDS AND ON MUTUAL ASSISTANCE IN THE EVENT OF NATURAL OR MAN-MADE DISASTERS

The Government of the French Republic and
The Government of the Italian Republic,

Aware of the potential natural or man-made disasters which threaten their respective States,

Convinced that assistance must be furnished to the affected State when such hazards materialize,

Until such time as mutual cooperation is instituted as part of the civil defence encouraged by the European Community and anticipated in a number of its Council resolutions,

Considering that it is necessary to devise a common strategy for resolving problems which arise and for joining forces by the establishment of cooperation in the following areas:

- (a) Prediction and prevention of major hazards;
- (b) Mutual assistance in the event of natural disasters or of serious accidents resulting from human conduct;
- (c) Rapid exchange of information on the kind of assistance sent by the Contracting Parties to third States struck by disasters,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purposes of this Convention:

The term “requesting State” means the Contracting State which requests the other State to send assistance teams provided with operational goods, means of emergency aid and/or assistance material;

The term “sending State” means the Contracting State whose competent authorities comply with a request from the other State to send assistance teams provided with equipment, means of emergency aid and/or assistance material;

The term “emergency teams” means groups of units specialized in emergency assistance and furnished with adequate equipment and means of emergency aid;

The terms “equipment” and “means of emergency aid” mean the personal equipment, material and vehicles intended for use by emergency teams;

¹ Came into force on 6 August 1995 by notification, in accordance with article 20.

The term “assistance material” means goods intended for distribution to the affected population;

The term “operational goods” means the goods necessary for the utilization of equipment and for the provision of supplies, including fuel and food, to the emergency teams.

TITLE I. COOPERATION IN THE PREDICTION AND PREVENTION OF MAJOR HAZARDS

Article 2

Cooperation in the prediction or prevention of hazards connected with natural or man-made disasters resulting in serious harm to persons, property or the environment shall entail:

The exchange of scientific and technical information, with the exception of information involving State secrets or information which it is prohibited to divulge under the legislation or regulations in force in each Contracting State;

The training of specialists in prediction and prevention.

Article 3

1. The information which is to be exchanged periodically within the framework of scientific meetings, seminars, conferences and visits by technical personnel shall relate to:

Research and studies undertaken;

Joint drafting of publications in areas which are the subject of cooperation;

National experiences in using the most advanced technologies, including computerized database and satellite-communication systems, for preparedness in the handling of emergencies;

Ways in which the two States have dealt with events which have occurred in their respective territories;

The means and material which can be used and the possibility of standardizing them;

Any other information deemed useful for the purpose of cooperation.

2. The arrangements for the implementation of the provisions of this article shall be set out in special agreements concluded in the course of the annual meetings provided for in article 15.

Article 4

1. Information shall be exchanged on national programmes for the training of prediction and prevention specialists and of relief workers, with a view to coordinating the methods followed by the two Parties.

2. In this connection, the disaster medicine curricula and corresponding diplomas shall be unified as far as possible. Exchanges of instructors and students shall also be arranged.

3. The annual meetings provided for in article 15 shall establish a thematic outline of the basic and advanced courses for prediction and prevention specialists and relief workers.

4. At the end of each year, the annual meeting shall prepare a report evaluating the courses.

5. With a view to improving the organization of reciprocal assistance, joint exercises may be scheduled in planned areas of activity.

TITLE II. MUTUAL ASSISTANCE IN THE EVENT OF A DISASTER

Article 5

Each Contracting Party undertakes to provide, at the request of the competent authority of the other Contracting Party, all possible assistance in the event that a natural or man-made disaster occurs in the territory of that other Party, causing serious damage to persons, property or the environment. Assistance shall be given first and foremost by emergency teams and, if necessary, by any other appropriate means.

Article 6

1. In the event of a natural disaster or a serious accident, assistance shall be provided by dispatching to the site of the disaster or serious accident emergency teams which report, in France, to the civil security services and, in Italy, to the civil defence services, which have been specifically trained, *inter alia*, in the following areas: fire-fighting, nuclear and chemical hazards control, emergency relief and emergency medical assistance, search, clearing and rescue, and which have the required specialized equipment for their operations.

2. If the unusual nature or the extent of the disaster warrants it, other forms of aid may be brought into play to meet the needs.

3. The emergency teams may be dispatched by land, air or sea.

TITLE III. GENERAL PROVISIONS

Article 7

1. Operations shall be directed by the competent authorities of the requesting State, which shall specify the guidelines and possible limits of the operations to be performed by the assistance units, without entering into the details of their execution.

2. Assistance teams shall have free access to any site where their work is required, as determined by the leader of the operations.

3. The competent authorities of the two Parties shall communicate to each other a list of the means of assistance to be sent from one State to the other, within the limits of their respective abilities and in the context of the operations provided for in this Convention.

4. The competent authorities of the two Parties shall consider appropriate arrangements for the speedy granting of the authorizations required for the special transports as well as arrangements for the use of motorways and toll tunnels free of charge.

Article 8

1. In order to ensure the effectiveness and speed necessary for the operations, the Contracting Parties undertake to limit the frontier crossing formalities specified in national and Community regulations to the absolute minimum.

2. The leader of an assistance unit shall present a certificate indicating the emergency operation, the type of unit and a list of the persons comprising it. The certificate shall be issued by the authority to which the unit reports. The persons comprising the assistance unit shall be exempt from the obligation to produce at frontier crossings the documents allowing passage from one State to the other. However, they must carry an identity document for the purpose of possible controls.

3. In particularly urgent cases, the collective certificate referred to above may be replaced by an expressly issued certificate indicating that the frontier is to be crossed for the purpose of carrying out an emergency operation.

4. If the circumstances so require, the frontier crossing may take place at points other than the authorized crossing points. The competent frontier surveillance authorities shall be given prior notification to that effect by the requesting State.

5. In the case of persons evacuated across the frontier, the authorities of the two Parties shall subsequently communicate to each other the names of those whose identity they have been able to establish with certainty.

Article 9

1. The Contracting Parties shall also facilitate frontier crossings for equipment, means of emergency aid, operational goods and assistance material, the introduction of which at points other than the authorized frontier crossing points shall, as in the case of persons crossing the frontier, be reported in advance to the competent customs authorities and other frontier surveillance authorities.

2. The emergency teams shall bring in no goods other than the items of equipment, means of emergency aid, operational goods and assistance material necessary for the emergency operation.

3. The goods referred to in the preceding paragraph shall be subject to a regime of temporary admission. No import or export documents shall be required or issued for such goods. Upon crossing the frontier, the leader of an assistance unit shall present to the customs services, or forward to them as soon as possible, a complete list of the equipment, means of emergency aid, operational goods and assistance material.

4. The equipment, means of emergency aid, operational goods and assistance material shall be exempt from all customs duties if they have been used during an emergency operation or re-exported at the conclusion of the operation.

5. If, owing to special circumstances, they cannot be re-exported, their nature, condition and quantity as well as their location shall be reported to the authorities responsible for the emergency operations, who shall notify the competent customs service; in that case, the legislation and regulations of the requesting State shall be applicable.

6. In the context of this Agreement, the introduction of medicinal products containing narcotic substances into the territory of the requesting State and the return of the unused quantities to the territory of the sending State shall not be regarded as import or export under the terms of the international agreements on narcotic drugs signed by the two Contracting Parties.

7. The medicinal or pharmaceutical products referred to above shall be brought in only to meet urgent medical needs and shall be used only by qualified medical personnel in accordance with the legal provisions of the sending State.

8. At the end of the emergency operations, the personnel and the unused equipment, means of emergency aid, operational goods and assistance material shall be returned to the territory of the sending State at an authorized frontier crossing point.

Article 10

1. Each Contracting Party shall authorize aircraft operated from the territory of the other Party to overfly its territory and to land and take off even at points outside airfields.

2. The intention to use aircraft in an operation must be communicated immediately to the requesting Party, with information as precise as possible on the type and registration mark of the aircraft and on its crew, cargo and place and time of take-off and landing. The provisions concerning emergency assistance by road shall apply, *mutatis mutandis*, to transport by air.

3. Flights shall be carried out in accordance with the air transport regulations in effect in the airspace of the requesting State.

4. Where the emergency teams include military personnel, such personnel shall for the duration of the operation remain subject to the national legislation governing their status.

Article 11

1. The cost of the assistance provided by the emergency teams of the sending State under the provisions of article 6, paragraph 1, including expenses arising from the loss or total or partial destruction of material brought in, shall not be borne by the requesting State.

2. In the case of assistance provided under the provisions of article 6, paragraph 2, in particular where such assistance involves the use of aircraft, the sending State may require the requesting State to reimburse the expenses incurred.

3. In all cases, the emergency teams of the sending State shall, throughout the operation, be provided with food and lodging at the expense of the requesting State and supplied with sundry provisions if the supplies brought in have been used up. They shall also receive, if necessary, any required medical assistance.

Article 12

1. The requesting State undertakes to bear the cost of any damage resulting directly from emergency operations carried out under this Convention in its territory.

2. In the event of the death of emergency personnel of the sending State, or of bodily injury or any other damage to their health, that State shall waive any claim for compensation against the requesting State, provided that such incidents are directly related to the conduct of the operation.

3. The authorities of the Contracting Parties shall exchange all pertinent information concerning activities in the course of which the kinds of damage referred to in this article were caused.

4. At the conclusion of each operation, the technical bodies of the sending State shall transmit to the technical bodies of the receiving State a written report on the activities conducted.

5. The technical bodies of the requesting State shall transmit to the technical bodies of the sending State a final report on any incidents.

Article 13

The competent authorities shall, without prejudice to more favourable provisions contained in other special agreements, establish by mutual agreement the plans of action needed for the execution of emergency operations.

Article 14

Where one of the Contracting Parties decides to participate in emergency action in the event of natural disasters or of serious accidents resulting from human conduct in third States, it shall inform the other Party as soon as possible in order to enable that Party, if possible, to coordinate its own emergency action with that of the first-mentioned Party.

Article 15

1. In order to resolve the technical aspects of regulating and organizing the cooperation provided for in this Convention, a meeting of officials and experts appointed by the competent authorities of each Party respectively shall be held alternately in each of the two States once a year or, exceptionally, more than once, at the request of either Party.

2. Within this framework, the national authorities shall exchange basic information on:

The composition of the emergency teams provided for in article 6, paragraph 1;

Means of emergency aid and operational goods;

Employment conditions;

The procedures for requesting special means.

Article 16

Special agreements or arrangements may be concluded to regulate the conditions for taking emergency action in the event of an accident or disaster occurring in the roadways of the Mont-Blanc, Fréjus and Tende tunnels. Such agreements or arrangements shall be submitted for the approval of the respective national authorities referred to in article 17.

Article 17

With a view to the application of the provisions of this Convention, the competent authorities shall be:

For the French Republic, the Minister of the Interior or the Minister of the Environment, as appropriate;

For the Italian Republic, the Minister of Civil Defence Coordination and the Minister of the Interior.

Article 18

Existing collaboration in the prevention of major hazards may be the subject of agreements or arrangements under this Convention.

Article 19

1. Disputes concerning the interpretation or implementation of this Convention which have not been settled directly by the competent authorities referred to in article 17 shall be settled through the diplomatic channel.

2. In cases where the Contracting Parties do not come to an agreement through the diplomatic channel, they shall submit their dispute to arbitration.

3. In each case, the arbitral tribunal shall be composed of three arbitrators. Each Contracting Party shall appoint one arbitrator and the two arbitrators thus appointed shall designate, by mutual agreement, a national of a third State as the third arbitrator and chairman. The arbitrators shall be appointed within two months and the chairman within three months of the date on which one Contracting Party notifies the other Party of its intention to submit the dispute to an arbitral tribunal.

4. If the time limits referred to in the preceding paragraph are not observed, and in the absence of any other arrangement, either Contracting Party may invite the President of the European Court of Human Rights to make the required appointments. If the President is of French or Italian nationality, or is debarred from complying for any other reason, the Vice-President shall make the appointments. If the Vice-President is also of French or Italian nationality or is also otherwise debarred from complying, the next highest-ranking member of the Court who is of neither French nor Italian nationality shall make the appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions in accordance with the rules of international law, in particular those set out in this Convention. It shall adopt its own rules of procedure.

6. The decisions of the arbitral tribunal, both procedural and substantive, shall be taken by a majority vote of its members. The absence or abstention of one of the members of the tribunal designated by the two Contracting Parties shall not prevent the tribunal from taking a decision.

7. The decisions of the tribunal shall be binding. Each Party shall bear the expenses of the arbitrator whom it has designated and the costs connected with its representation in the proceedings before the tribunal. The expenses of the third arbitrator and chairman, as well as any other costs, shall be shared equally by the two Contracting Parties.

8. If the arbitral tribunal so requests, the courts of the Contracting Parties shall provide it with the necessary legal assistance to issue summonses and to hear witnesses and experts, in accordance with the agreements in force between the two Contracting Parties regarding mutual legal assistance in civil and commercial matters.

Article 20

1. Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the respective national formalities required for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force one month after the latter of these notifications.

2. The Contracting Parties undertake to send the text of this Convention to the Commission of the European Communities.

3. This Convention is concluded for an indefinite period.

4. Either Contracting Party may denounce it at any time, and such denunciation shall take effect six months after the date of notification.

DONE at Paris on 16 September 1992, in duplicate in the French and Italian languages, both texts being equally authentic

For the Government
of the French Republic:

PAUL QUILÈS

For the Government
of the Italian Republic:

FERDINANDO FACCHIANO

ANTONIO MURMURA

ANNEX A

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

ANNEXE A

ANNEXE A

No. 221. CONSTITUTION OF THE
WORLD HEALTH ORGANIZATION.
SIGNED AT NEW YORK, ON 22 JULY
1946¹

N° 221. CONSTITUTION DE L'ORGA-
NISATION MONDIALE DE LA
SANTÉ. SIGNÉE À NEW-YORK, LE
22 JUILLET 1946¹

ACCEPTANCE of the Constitution and of
the Amendments to articles 24 and 25 of
the Constitution, adopted by the twelfth,
twentieth and twenty-ninth sessions of the
World Health Assembly,² and to arti-
cles 34 and 55, adopted by the Twenty-
sixth session³

ACCEPTATION de la Constitution et des
Amendements aux articles 24 et 25 de la
Constitution, adoptés par les douzième,
vingtième et vingt-neuvième sessions de
l'Assemblée mondiale de la santé², et aux
articles 34 et 55 adoptés par la vingt-
sixième session³

Instrument deposited on:

Instrument déposé le :

15 January 1997

15 janvier 1997

ANDORRA

ANDORRE

(With effect from 15 January 1997.)

(Avec effet au 15 janvier 1997.)

Registered ex officio on 15 January 1997.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 14, p. 185; for the texts of the amendments see vol. 377, p. 380; vol. 970, p. 360; vol. 1035, p. 315, and vol. 1347, p. 289; for other subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 1 to 10, and 12 to 24, as well as annex A in volumes 1411, 1564, 1576, 1639, 1647, 1655, 1656, 1672, 1673, 1675, 1677, 1679, 1685, 1688, 1691, 1704, 1709, 1720, 1722, 1727, 1775, 1788, 1792, 1820, 1860, 1862, 1880/1881, 1886, 1887 and 1929.

² *Ibid.*, vol. 377, p. 380.

³ *Ibid.*, vol. 1035, p. 315.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 14, p. 185; pour les textes des amendements voir vol. 377, p. 381; vol. 970, p. 360; vol. 1035, p. 315, et vol. 1347, p. 289; pour les autres faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 1 à 10, et 12 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1411, 1564, 1576, 1639, 1647, 1655, 1656, 1672, 1673, 1675, 1677, 1679, 1685, 1688, 1691, 1704, 1709, 1720, 1722, 1727, 1775, 1788, 1792, 1820, 1860, 1862, 1880/1881, 1886, 1887 et 1929.

² *Ibid.*, vol. 377, p. 381.

³ *Ibid.*, vol. 1035, p. 315.

No. 4789. AGREEMENT CONCERNING THE ADOPTION OF UNIFORM CONDITIONS OF APPROVAL AND RECIPROCAL RECOGNITION OF APPROVAL FOR MOTOR VEHICLE EQUIPMENT AND PARTS. DONE AT GENEVA, ON 20 MARCH 1958¹

ENTRY INTO FORCE of Amendments to Regulation No. 4 annexed to the above-mentioned Agreement

The amendments were proposed by the Administrative Committee of the above-mentioned Agreement and circulated by the Secretary-General to the Contracting Parties on 15 July 1996. They came into force on 15 January 1997, in accordance with article 12 (2) of the Agreement.

Authentic texts of the amendments: English and French.

Registered ex officio on 15 January 1997.

Not published herein in accordance with article 12 (2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended, and General Assembly resolution A/RES/52/153 of 15 December 1997. For the text of the amendments, see Economic Commission for Europe document E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Add.3/Rev.1.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 335, p. 211; see also vol. 516, p. 378 (rectification of the authentic English and French texts of article 1 (8)); vol. 609, p. 290 (amendment to article 1 (1)); and vol. 1059, p. 404 (rectification of the authentic French text of article 12 (2)); for other subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 4 to 24, as well as annex A in volumes 1401, 1402, 1404, 1405, 1406, 1408, 1409, 1410, 1412, 1413, 1417, 1419, 1421, 1422, 1423, 1425, 1428, 1429, 1434, 1436, 1438, 1443, 1444, 1458, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1474, 1477, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1492, 1494, 1495, 1499, 1500, 1502, 1504, 1505, 1506, 1507, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1518, 1519, 1520, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1530, 1537, 1541, 1543, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1552, 1555, 1557, 1558, 1559, 1563, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1573, 1575, 1578, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1605, 1607, 1637, 1639, 1641, 1642, 1647, 1649, 1654, 1656, 1658, 1664, 1671, 1672, 1673, 1678, 1685, 1686, 1688, 1689, 1691, 1693, 1695, 1696, 1698, 1699, 1700, 1702, 1703, 1709, 1714, 1717, 1722, 1723, 1724, 1725, 1728, 1730, 1731, 1745, 1747, 1748, 1753, 1762, 1763, 1764, 1765, 1768, 1769, 1770, 1771, 1774, 1775, 1777, 1785, 1787, 1792, 1819, 1822, 1823, 1824, 1829, 1830, 1832, 1840, 1843, 1844, 1846, 1849, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1870, 1871, 1872, 1880/1881, 1882, 1884, 1886, 1887, 1890, 1981, 1893, 1898, 1900, 1901, 1902, 1903, 1908, 1909, 1911, 1914, 1916, 1920, 1921, 1927, 1928, 1929, 1931, 1932, 1933, 1935, 1947, 1949, 1952, 1954 and 1955.

ENTRY INTO FORCE of Amendments to Regulation No. 5 annexed to the Agreement of 20 March 1958 concerning the adoption of uniform conditions of approval and reciprocal recognition of approval for motor vehicle equipment and parts

The amendments were proposed by the Administrative Committee of the above-mentioned Agreement and circulated by the Secretary-General to the Contracting Parties on 15 July 1996. They came into force on 15 January 1997, in accordance with article 12 (2) of the Agreement.

Authentic texts of the amendments: English and French.

Registered ex officio on 15 January 1997.

Not published herein in accordance with article 12 (2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended, and General Assembly resolution A/RES/52/153 of 15 December 1997. For the text of the amendments, see Economic Commission for Europe document E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Add.4/Rev.3/Amend.1.

ENTRY INTO FORCE of Amendments to Regulation No. 8 annexed to the Agreement of 20 March 1958 concerning the adoption of uniform conditions of approval and reciprocal recognition of approval for motor vehicle equipment and parts

The amendments were proposed by the Administrative Committee of the above-mentioned Agreement and circulated by the Secretary-General to the Contracting Parties on 15 July 1996. They came into force on 15 January 1997, in accordance with article 12 (2) of the Agreement.

Authentic texts of the amendments: English and French.

Registered ex officio on 15 January 1997.

Not published herein in accordance with article 12 (2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended, and General Assembly resolution A/RES/52/153 of 15 December 1997. For the text of the amendments, see Economic Commission for Europe document E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Add.7/Rev.3/Amend.2.

ENTRY INTO FORCE of Amendments to Regulation No. 13 annexed to the Agreement of 20 March 1958 concerning the adoption of uniform conditions of approval and reciprocal recognition of approval for motor vehicle equipment and parts

The amendments were proposed by the Administrative Committee of the above-mentioned Agreement and circulated by the Secretary-General to the Contracting Parties on 15 July 1996. They came into force on 15 January 1997, in accordance with article 12 (2) of the Agreement.

Authentic texts of the amendments: English and French.

Registered ex officio on 15 January 1997.

Not published herein in accordance with article 12 (2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended, and General Assembly resolution A/RES/52/153 of 15 December 1997. For the text of the amendments, see Economic Commission for Europe document E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Rev.1/Add.12/Rev.3/Amend.2.

ENTRY INTO FORCE of Amendments to Regulation No. 19 annexed to the Agreement of 20 March 1958 concerning the adoption of uniform conditions of approval and reciprocal recognition of approval for motor vehicle equipment and parts

The amendments were proposed by the Administrative Committee of the above-mentioned Agreement and circulated by the Secretary-General to the Contracting Parties on 15 July 1996. They came into force on 15 January 1997, in accordance with article 12 (2) of the Agreement.

Authentic texts of the amendments: English and French.

Registered ex officio on 15 January 1997.

Not published herein in accordance with article 12 (2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended, and General Assembly resolution A/RES/52/153 of 15 December 1997. For the text of the amendments, see Economic Commission for Europe document E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Rev.1/Add.18/Rev.3/Amend.2.

ENTRY INTO FORCE of Amendments to Regulation No. 25 annexed to the Agreement of 20 March 1958 concerning the adoption of uniform conditions of approval and reciprocal recognition of approval for motor vehicle equipment and parts

The amendments were proposed by the Administrative Committee of the above-mentioned Agreement and circulated by the Secretary-General to the Contracting Parties on 15 July 1996. They came into force on 15 January 1997, in accordance with article 12 (2) of the Agreement.

Authentic texts of the amendments: English and French.

Registered ex officio on 15 January 1997.

Not published herein in accordance with article 12 (2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations, as amended, and General Assembly resolution A/RES/52/153 of 15 December 1997. For the text of the amendments, see Economic Commission for Europe document E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Rev.1/Add.24/Rev.1/Amend.2.

N° 4789. ACCORD CONCERNANT L'ADOPTION DE CONDITIONS UNIFORMES D'HOMOLOGATION ET LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DE L'HOMOLOGATION DES ÉQUIPEMENTS ET PIÈCES DE VÉHICULES À MOTEUR. FAIT À GENÈVE, LE 20 MARS 1958¹

ENTRÉE EN VIGUEUR d'Amendements au Règlement n° 4 annexé à l'Accord susmentionné

Les amendements avaient été proposés par le Comité administratif de l'Accord susmentionné et communiqués par le Secrétaire général aux Parties contractantes le 15 juillet 1996. Ils sont entrés en vigueur le 15 janvier 1997, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de l'Accord.

Textes authentiques des amendements : anglais et français.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé et à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/52/153 du 15 décembre 1997. Pour le texte des amendements, voir le document de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Add.3/Rev.1.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 335, p. 211; voir aussi vol. 516, p. 379 (rectification des textes authentiques anglais et français du paragraphe 8 de l'article 1); vol. 609, p. 291 (amendement du paragraphe 1 de l'article 1); et vol. 1059, p. 404 (rectification du texte authentique français du paragraphe 2 de l'article 12); pour les autres faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 4 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1401, 1402, 1404, 1405, 1406, 1408, 1409, 1410, 1412, 1413, 1417, 1419, 1421, 1422, 1423, 1425, 1428, 1429, 1434, 1436, 1438, 1443, 1444, 1458, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1474, 1477, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1492, 1494, 1495, 1499, 1500, 1502, 1504, 1505, 1506, 1507, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1518, 1519, 1520, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1530, 1537, 1541, 1543, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1552, 1555, 1557, 1558, 1559, 1563, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1573, 1575, 1578, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1605, 1607, 1637, 1639, 1641, 1642, 1647, 1649, 1654, 1656, 1658, 1664, 1671, 1672, 1673, 1678, 1685, 1686, 1688, 1689, 1691, 1693, 1695, 1696, 1698, 1699, 1700, 1702, 1703, 1709, 1714, 1717, 1722, 1723, 1724, 1725, 1728, 1730, 1731, 1745, 1747, 1748, 1753, 1762, 1763, 1764, 1765, 1768, 1769, 1770, 1771, 1774, 1775, 1777, 1785, 1787, 1792, 1819, 1822, 1823, 1824, 1829, 1830, 1832, 1840, 1843, 1844, 1846, 1849, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1870, 1871, 1872, 1880/1881, 1882, 1884, 1886, 1887, 1890, 1981, 1893, 1898, 1900, 1901, 1902, 1903, 1908, 1909, 1911, 1914, 1916, 1920, 1921, 1927, 1928, 1929, 1931, 1932, 1933, 1935, 1947, 1949, 1952, 1954 et 1955.

ENTRÉE EN VIGUEUR d'Amendements au Règlement n° 5 annexé à l'Accord du 20 mars 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur

Les amendements avaient été proposés par le Comité administratif de l'Accord susmentionné et communiqués par le Secrétaire général aux Parties contractantes le 15 juillet 1996. Ils sont entrés en vigueur le 15 janvier 1997, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de l'Accord.

Textes authentiques des amendements : anglais et français.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé et à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/52/153 du 15 décembre 1997. Pour le texte des amendements, voir le document de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Add.4/Rev.3/Amend.1.

ENTRÉE EN VIGUEUR d'Amendements au Règlement n° 8 annexé à l'Accord du 20 mars 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur

Les amendements avaient été proposés par le Comité administratif de l'Accord susmentionné et communiqués par le Secrétaire général aux Parties contractantes le 15 juillet 1996. Ils sont entrés en vigueur le 15 janvier 1997, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de l'Accord.

Textes authentiques des amendements : anglais et français.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé et à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/52/153 du 15 décembre 1997. Pour le texte des amendements, voir le document de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Add.7/Rev.3/Amend.2.

ENTRÉE EN VIGUEUR d'Amendements au Règlement n° 13 annexé à l'Accord du 20 mars 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur

Les amendements avaient été proposés par le Comité administratif de l'Accord susmentionné et communiqués par le Secrétaire général aux Parties contractantes le 15 juillet 1996. Ils sont entrés en vigueur le 15 janvier 1997, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de l'Accord.

Textes authentiques des amendements : anglais et français.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé et à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/52/153 du 15 décembre 1997. Pour le texte des amendements, voir le document de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Rev.1/Add.12/Rev.3/Amend.2.

ENTRÉE EN VIGUEUR d'Amendements au Règlement n° 19 annexé à l'Accord du 20 mars 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur

Les amendements avaient été proposés par le Comité administratif de l'Accord susmentionné et communiqués par le Secrétaire général aux Parties contractantes le 15 juillet 1996. Ils sont entrés en vigueur le 15 janvier 1997, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de l'Accord.

Textes authentiques des amendements : anglais et français.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé et à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/52/153 du 15 décembre 1997. Pour le texte des amendements, voir le document de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Rev.1/Add.18/Rev.3/Amend.2.

ENTRÉE EN VIGUEUR d'Amendements au Règlement n° 25 annexé à l'Accord du 20 mars 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur

Les amendements avaient été proposés par le Comité administratif de l'Accord susmentionné et communiqués par le Secrétaire général aux Parties contractantes le 15 juillet 1996. Ils sont entrés en vigueur le 15 janvier 1997, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de l'Accord.

Textes authentiques des amendements : anglais et français.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

Non publié ici conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tel qu'amendé et à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/52/153 du 15 décembre 1997. Pour le texte des amendements, voir le document de la Commission économique pour l'Europe E/ECE/324-E/ECE/TRANS/505/Rev.1/Add.24/Rev.1/Amend.2.

No. 10485. TREATY ON THE NON-PROLIFERATION OF NUCLEAR WEAPONS. OPENED FOR SIGNATURE AT LONDON, MOSCOW AND WASHINGTON ON 1 JULY 1968¹

N° 10485. TRAITÉ SUR LA NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES. OUVERT À LA SIGNATURE À LONDRES, MOSCOU ET WASHINGTON LE 1^{er} JUILLET 1968¹

ACCESSION

Instrument deposited with the Government of the Russian Federation on:

2 July 1996

ANDORRA

(With effect from 2 July 1996, provided the deposit in Moscow was the effective deposit for the purpose of article IX(4) of the Treaty.)

Certified statement was registered by the Russian Federation on 17 January 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie le :

2 juillet 1996

ANDORRE

(Avec effet au 2 juillet 1996, dans la mesure où le dépôt à Moscou a sorti les effets prévus au paragraphe 4 de l'article IX du Traité.)

La déclaration certifiée a été enregistrée par la Fédération de Russie le 17 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 729, p. 161; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 11 to 24, as well as annex A in volumes 1401, 1406, 1421, 1442, 1484, 1486, 1511, 1558, 1579, 1582, 1643, 1655, 1665, 1670, 1681, 1694, 1703, 1732, 1736, 1745, 1753, 1762, 1776, 1823, 1846, 1851, 1855, 1858, 1861, 1863, 1865, 1870, 1917 and 1930.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, p. 161; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 11 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1401, 1406, 1421, 1442, 1484, 1486, 1511, 1558, 1579, 1582, 1643, 1655, 1665, 1670, 1681, 1694, 1703, 1732, 1736, 1745, 1753, 1762, 1776, 1823, 1846, 1851, 1855, 1858, 1861, 1863, 1865, 1870, 1917 et 1930.

No. 14668. INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 16 DECEMBER 1966¹

N° 14668. PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES. ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 16 DÉCEMBRE 1966¹

DECLARATION under article 41 recognizing the competence of the Human Rights Committee for a further period of five years

DÉCLARATION en vertu de l'article 41 reconnaissant la compétence du Comité des droits de l'homme pour une nouvelle période de cinq ans

Received on:

Reçue le :

22 January 1997

22 janvier 1997

GERMANY

ALLEMAGNE

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

im Zusammenhang mit der am 17. Dezember 1973 erfolgten Hinterlegung der Ratifikationsurkunde der Bundesrepublik Deutschland zu dem Internationalen Pakt vom 19. Dezember 1966 über bürgerliche und politische Rechte und im Anschluß an die Erklärung der Bundesrepublik Deutschland vom 10. Mai 1991 nach Artikel 41 des Pakts habe ich die Ehre, Ihnen mitzuteilen, daß die Bundesrepublik Deutschland nach Artikel 41 des genannten Pakts für einen Zeitraum von weiteren fünf Jahren, gerechnet vom Ablauf der Erklärung vom 10. Mai 1991 an, die Zuständigkeit des Ausschusses für Menschenrechte zur Entgegennahme und Prüfung von Mitteilungen eines Vertragsstaats insoweit anerkennt, als dieser für sich selbst die Zuständigkeit des Ausschusses anerkannt hat und als von der Bundesrepublik Deutschland und dem betreffenden Vertragsstaat entsprechende Verpflichtungen aus dem Pakt übernommen worden sind.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 999, p. 171; vol. 1057, p. 407 (rectification of authentic Spanish text); vol. 1059, p. 451 (corrigendum to vol. 999); for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 17 to 24, as well as annex A in volumes 1403, 1404, 1408, 1409, 1410, 1413, 1417, 1419, 1421, 1422, 1424, 1427, 1429, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1441, 1443, 1444, 1455, 1457, 1458, 1462, 1463, 1464, 1465, 1475, 1477, 1478, 1480, 1482, 1484, 1485, 1487, 1488, 1490, 1491, 1492, 1495, 1498, 1499, 1501, 1502, 1505, 1506, 1508, 1510, 1512, 1513, 1515, 1520, 1522, 1525, 1527, 1530, 1533, 1534, 1535, 1540, 1543, 1545, 1548, 1551, 1555, 1556, 1557, 1562, 1563, 1564, 1567, 1570, 1577, 1578, 1579, 1580, 1582, 1593, 1598, 1607, 1637, 1639, 1642, 1643, 1647, 1649, 1650, 1651, 1653, 1654, 1660, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1672, 1673, 1675, 1676, 1678, 1679, 1681, 1685, 1688, 1690, 1691, 1695, 1696, 1703, 1704, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1720, 1722, 1723, 1724, 1725, 1727, 1728, 1730, 1731, 1732, 1734, 1736, 1737, 1745, 1746, 1747, 1753, 1760, 1762, 1765, 1768, 1771, 1774, 1775, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1819, 1828, 1830, 1841, 1843, 1844, 1846, 1850, 1851, 1856, 1858, 1863, 1865, 1870, 1885, 1886, 1887, 1889, 1890, 1891, 1893, 1895, 1909, 1918, 1921, 1926, 1927, 1928, 1930, 1932, 1933, 1941, 1945, 1949 and 1954.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 999, p. 171; vol. 1057, p. 407 (rectification du texte authentique espagnol); vol. 1059, p. 451 (rectificatif au vol. 999); pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 17 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1403, 1404, 1408, 1409, 1410, 1413, 1417, 1419, 1421, 1422, 1424, 1427, 1429, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1441, 1443, 1444, 1455, 1457, 1458, 1462, 1463, 1464, 1465, 1475, 1477, 1478, 1480, 1482, 1484, 1485, 1487, 1488, 1490, 1491, 1492, 1495, 1498, 1499, 1501, 1502, 1505, 1506, 1508, 1510, 1512, 1513, 1515, 1520, 1522, 1525, 1527, 1530, 1533, 1534, 1535, 1540, 1543, 1545, 1548, 1551, 1555, 1556, 1557, 1562, 1563, 1564, 1567, 1570, 1577, 1578, 1579, 1580, 1582, 1593, 1598, 1607, 1637, 1639, 1642, 1643, 1647, 1649, 1650, 1651, 1653, 1654, 1660, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1672, 1673, 1675, 1676, 1678, 1679, 1681, 1685, 1688, 1690, 1691, 1695, 1696, 1703, 1704, 1705, 1709, 1712, 1714, 1717, 1719, 1720, 1722, 1723, 1724, 1725, 1727, 1728, 1730, 1731, 1732, 1734, 1736, 1737, 1745, 1746, 1747, 1753, 1760, 1762, 1765, 1768, 1771, 1774, 1775, 1776, 1777, 1785, 1787, 1788, 1819, 1828, 1830, 1841, 1843, 1844, 1846, 1850, 1851, 1856, 1858, 1863, 1865, 1870, 1885, 1886, 1887, 1889, 1890, 1891, 1893, 1895, 1909, 1918, 1921, 1926, 1927, 1928, 1930, 1932, 1933, 1941, 1945, 1949 et 1954.

[TRANSLATION¹]

In connection with the deposit on 17 December 1973 of the instrument of ratification of the Federal Republic of Germany to the International Covenant on Civil and Political Rights of 19 December 1966 and further to the declaration of 10 May 1991 made by the Federal Republic of Germany by virtue of Article 41 of the Covenant, I have the honour to inform you that the Federal Republic of Germany, in accordance with Article 41 of said Covenant, recognizes for a further five years from the date of expiry of the declaration of 10 May 1991 the competence of the Human Rights Committee to receive and consider communications from a State Party insofar as that State Party has recognized in regard to itself the competence of the Committee and corresponding obligations have been assumed under the Covenant by the Federal Republic of Germany and by the State Party concerned.

Registered ex officio on 22 January 1997.

[TRADUCTION¹]

En connexion avec le dépôt, intervenu le 17 décembre 1973, de l'instrument par lequel la République fédérale d'Allemagne a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques en date du 19 décembre 1966 et à la suite de la déclaration faite le 10 mai 1991 par la République fédérale d'Allemagne en vertu de l'article 41 de ce Pacte, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la République fédérale d'Allemagne, conformément à l'article 41 de ce Pacte, reconnaît pour une nouvelle période de cinq années, à compter de la date d'expiration de la déclaration du 10 mai 1991, la compétence du Comité des Droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications d'un Etat partie pour autant que ce dernier ait reconnu, en ce qui le concerne, la compétence du Comité et que des obligations correspondantes aient été assumées au titre du Pacte par la République fédérale d'Allemagne et par l'Etat partie en question.

Enregistré d'office le 22 janvier 1997.

¹ Translation supplied by the Government of Germany.

¹ Traduction fournie par le Gouvernement allemand.

No. 14860. CONVENTION ON THE PROHIBITION OF THE DEVELOPMENT, PRODUCTION AND STOCK-PILING OF BACTERIOLOGICAL (BIOLOGICAL) AND TOXIN WEAPONS AND ON THEIR DESTRUCTION. OPENED FOR SIGNATURE AT LONDON, MOSCOW AND WASHINGTON ON 10 APRIL 1972¹

N° 14860. CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU POINT, DE LA FABRICATION ET DU STOCKAGE DES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES) OU À TOXINES ET SUR LEUR DESTRUCTION. OUVERTE À LA SIGNATURE À LONDRES, MOSCOU ET WASHINGTON LE 10 AVRIL 1972¹

RATIFICATIONS

Instruments deposited with the Government of the Russian Federation on:

11 January 1996

TURKMENISTAN

(With effect from 11 January 1996, provided the deposit in Moscow was the effective deposit for the purpose of article XIV (4) of the Convention.)

26 January 1996

UZBEKISTAN

(With effect from 26 January 1996, provided the deposit in Moscow was the effective deposit for the purpose of article XIV (4) of the Convention.)

Certified statement was registered by the Russian Federation on 17 January 1997.

SUCCESSION

Notification received by the Government of the Russian Federation on:

24 December 1996

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA

(With effect from 17 November 1991, the date of the succession of State.)

Certified statement was registered by the Russian Federation on 17 January 1997.

RATIFICATIONS

Instruments déposés auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie le :

11 janvier 1996

TURKMÉNISTAN

(Avec effet au 11 janvier 1996, dans la mesure où le dépôt à Moscou a sorti les effets prévus au paragraphe 4 de l'article XIV de la Convention.)

26 janvier 1996

OUZBÉKISTAN

(Avec effet au 26 janvier 1996, dans la mesure où le dépôt à Moscou a sorti les effets prévus au paragraphe 4 de l'article XIV de la Convention.)

La déclaration certifiée a été enregistrée par la Fédération de Russie le 17 janvier 1997.

SUCCESSION

Notification reçue par le Gouvernement de la Fédération de Russie le :

24 décembre 1996

L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

(Avec effet au 17 novembre 1991, date de la succession d'Etat.)

La déclaration certifiée a été enregistrée par la Fédération de Russie le 17 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1015, p. 163; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 17 to 24, as well as annex A in volumes 1482, 1484, 1491, 1501, 1505, 1510, 1576, 1579, 1642, 1656, 1667, 1670, 1681, 1694, 1703, 1732, 1745, 1748, 1753, 1762 and 1823.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1015, p. 163; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 17 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1482, 1484, 1491, 1501, 1505, 1510, 1576, 1579, 1642, 1656, 1667, 1670, 1681, 1694, 1703, 1732, 1745, 1748, 1753, 1762 et 1823.

No. 20378. CONVENTION ON THE ELIMINATION OF ALL FORMS OF DISCRIMINATION AGAINST WOMEN. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 18 DECEMBER 1979¹

N° 20378. CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES. ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 18 DÉCEMBRE 1979¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

15 January 1997

ANDORRA

(With effect from 14 February 1997.)

Registered ex officio on 15 January 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

ANDORRE

(Avec effet au 14 février 1997.)

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1249, p. 13; for subsequent actions, see references in Cumulative Index Nos. 21 to 24, as well as annex A in volumes 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1408, 1413, 1416, 1417, 1422, 1423, 1426, 1430, 1433, 1434, 1436, 1437, 1443, 1444, 1457, 1458, 1459, 1460, 1477, 1484, 1501, 1518, 1522, 1523, 1525, 1526, 1527, 1530, 1542, 1549, 1551, 1555, 1566, 1567, 1568, 1569, 1577, 1591, 1598, 1606, 1607, 1639, 1642, 1651, 1653, 1660, 1669, 1671, 1673, 1676, 1678, 1679, 1688, 1690, 1691, 1693, 1696, 1710, 1712, 1714, 1720, 1723, 1725, 1726, 1727, 1732, 1733, 1739, 1747, 1762, 1775, 1776, 1788, 1820, 1821, 1830, 1831, 1846, 1850, 1864, 1870, 1884, 1885, 1886, 1887, 1890, 1901, 1902, 1903, 1913, 1917, 1921, 1926, 1931, 1936, 1938, 1939, 1941, 1942, 1945, 1947 and 1948.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, p. 13; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 21 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1408, 1413, 1416, 1417, 1422, 1423, 1426, 1430, 1433, 1434, 1436, 1437, 1443, 1444, 1457, 1458, 1459, 1460, 1477, 1484, 1501, 1518, 1522, 1523, 1525, 1526, 1527, 1530, 1542, 1549, 1551, 1555, 1566, 1567, 1568, 1569, 1577, 1591, 1598, 1606, 1607, 1639, 1642, 1651, 1653, 1660, 1669, 1671, 1673, 1676, 1678, 1679, 1688, 1690, 1691, 1693, 1696, 1710, 1712, 1714, 1720, 1723, 1725, 1726, 1727, 1732, 1733, 1739, 1747, 1762, 1775, 1776, 1788, 1820, 1821, 1830, 1831, 1846, 1850, 1864, 1870, 1884, 1885, 1886, 1887, 1890, 1901, 1902, 1903, 1913, 1917, 1921, 1926, 1931, 1936, 1938, 1939, 1941, 1942, 1945, 1947 et 1948.

No. 27310. AFRICAN REGIONAL CO-OPERATIVE AGREEMENT FOR RESEARCH, DEVELOPMENT AND TRAINING RELATED TO NUCLEAR SCIENCE AND TECHNOLOGY. ENDORSED BY THE IAEA BOARD OF GOVERNORS ON 21 FEBRUARY 1990¹

N° 27310. ACCORD RÉGIONAL DE COOPÉRATION POUR L'AFRIQUE SUR LA RECHERCHE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA FORMATION DANS LE DOMAINE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE NUCLÉAIRES. APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'AIEA LE 21 FÉVRIER 1990¹

ACCEPTANCE of the Agreement to extend the above-mentioned Agreement

Notification received by the Director-General of the International Atomic Energy Agency on:

2 December 1996

MALI

(With effect from 2 December 1996.)

Certified statement was registered by the International Atomic Energy Agency on 20 January 1997.

ACCEPTATION de l'Accord portant prorogation de l'Accord susmentionné

Notification reçue par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique le :

2 décembre 1996

MALI

(Avec effet au 2 décembre 1996.)

La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Agence internationale de l'énergie atomique le 20 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1566, No. I-27310, and annex A in volumes 1588, 1637, 1641, 1654, 1684, 1704, 1725, 1762, 1824, 1844, 1882, 1897 and 1929.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1566, n° I-27310, et annexe A des volumes 1588, 1637, 1641, 1654, 1684, 1704, 1725, 1762, 1824, 1844, 1882, 1897 et 1929.

No. 28603. TERMS OF REFERENCE OF THE INTERNATIONAL COPPER STUDY GROUP, ADOPTED ON 24 FEBRUARY 1989 BY THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON COPPER, 1988¹

N° 28603. STATUTS DU GROUPE D'ÉTUDE INTERNATIONAL DU CUIVRE, ADOPTÉS LE 24 FÉVRIER 1989 PAR LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CUIVRE, 1988¹

DEFINITIVE ACCEPTANCE

Instrument deposited on:

21 January 1997

RUSSIAN FEDERATION

(With effect from 21 January 1997.)

Registered ex officio on 21 January 1997.

ACCEPTATION DÉFINITIVE

Instrument déposé le :

21 janvier 1997

FÉDÉRATION DE RUSSIE

(Avec effet au 21 janvier 1997.)

Enregistré d'office le 21 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1662, No. 1-28603, and annex A in volumes 1678, 1684, 1685, 1694, 1696, 1698, 1722, 1733, 1763, 1830, 1832, 1862, 1864 and 1900.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1662, n° 1-28603, et annexe a des volumes 1678, 1684, 1685, 1694, 1696, 1698, 1722, 1733, 1763, 1830, 1832, 1862, 1864 et 1900.

No. 28911. BASEL CONVENTION ON THE CONTROL OF TRANSBOUNDARY MOVEMENTS OF HAZARDOUS WASTES AND THEIR DISPOSAL. CONCLUDED AT BASEL ON 22 MARCH 1989¹

N° 28911. CONVENTION DE BÂLE SUR LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES DE DÉCHETS DANGEREUX ET DE LEUR ÉLIMINATION. CONCLUE À BÂLE LE 22 MARS 1989¹

RECTIFICATION of the Russian authentic text

Effected by the Secretary-General on 20 January 1997 in the absence of objections within 90 days from the date (22 October 1996) on which the proposed corrections had been notified to the Parties concerned.

Article 1, subparagraph 1 (a) should be reworded as follows:

RECTIFICATION du texte authentique russe

Effectuée par le Secrétaire général le 20 janvier 1997 en l'absence d'objections dans les 90 jours à compter de la date (22 octobre 1996) à laquelle la proposition de rectification avait été notifiée aux Parties intéressées.

L'alinéa a du sous-paragraphe 1 de l'article 1 doit être rédigé comme suit :

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

"(а) отходы, входящие в любую категорию, указанную в Приложении I, за исключением тех, которые не обладают ни одним из свойств, указанных в Приложении III".

Registered ex officio on 20 January 1997.

Enregistré d'office le 20 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1673, No. I-28911, and annex A in volumes 1678, 1681, 1684, 1686, 1688, 1689, 1691, 1695, 1696, 1702, 1712, 1718, 1719, 1720, 1722, 1724, 1727, 1733, 1736, 1739, 1745, 1746, 1747, 1748, 1752, 1763, 1765, 1768, 1775, 1776, 1787, 1792, 1819, 1821, 1828, 1831, 1832, 1841, 1843, 1844, 1855, 1856, 1860, 1863, 1864, 1873, 1886, 1887, 1889, 1890, 1894, 1902, 1903, 1908, 1911, 1912, 1931, 1935, 1939, 1947, 1949, 1954 and 1955.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1673, n° I-28911, et annexe A des volumes 1678, 1681, 1684, 1686, 1688, 1689, 1691, 1695, 1696, 1702, 1712, 1718, 1719, 1720, 1722, 1724, 1727, 1733, 1736, 1739, 1745, 1746, 1747, 1748, 1752, 1763, 1765, 1768, 1775, 1776, 1787, 1792, 1819, 1821, 1828, 1831, 1832, 1841, 1843, 1844, 1855, 1856, 1860, 1863, 1864, 1873, 1886, 1887, 1889, 1890, 1894, 1902, 1903, 1908, 1911, 1912, 1931, 1935, 1939, 1947, 1949, 1954 et 1955.

No. 31363. UNITED NATIONS CONVENTION ON THE LAW OF THE SEA. CONCLUDED AT MONTEGO BAY ON 10 DECEMBER 1982¹

Nº 31363. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER. CONCLUE À MONTEGO BAY LE 10 DÉCEMBRE 1982¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

15 January 1997

SPAIN

(With effect from 14 February 1997.)

With the following declaration:

RATIFICATION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

ESPAGNE

(Avec effet au 14 février 1997.)

Avec la déclaration suivante :

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

- «1. El Reino de España recuerda que, como miembro de la Unión Europea, ha transferido competencias a la Comunidad Europea con respecto a ciertas cuestiones reguladas por la Convención. A su debido tiempo se hará una declaración detallada de la índole y extensión de las competencias transferidas a la Comunidad Europea, de conformidad con lo dispuesto en el Anexo IX de la Convención.
2. España, en el momento de proceder a la ratificación, declara que este acto no puede ser interpretado como reconocimiento de cualesquiera derechos o situaciones relativas a los espacios marítimos de Gibraltar que no estén comprendidos en el artículo 10 del Tratado de Utrecht, de 13 de julio de 1713, suscrito entre las Coronas de España y Gran Bretaña. España considera, asimismo, que la Resolución III de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar no es aplicable al caso de la Colonia de Gibraltar, la cual está sometida a un proceso de descolonización en el que son aplicables exclusivamente las Resoluciones pertinentes adoptadas por la Asamblea General de la Organización de las Naciones Unidas.
3. España interpreta que:
 - a) El régimen establecido en la parte III de la Convención es compatible con el derecho del Estado ribereño de dictar y aplicar en los estrechos utilizados para la navegación internacional sus propias reglamentaciones, siempre que ello no obstaculice el derecho de paso en tránsito.
 - b) En el artículo 39, párrafo 3, a), la palabra "normalmente" significa "salvo fuerza mayor o dificultad grave".
 - c) Lo dispuesto en el artículo 221 no priva al Estado ribereño de un estrecho utilizado para la navegación internacional de las competencias que le reconoce el Derecho Internacional en materia de intervención en los casos de los accidentes a que se refiere el citado artículo.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1833, No. I-31363, and annex A in volumes 1836, 1843, 1846, 1850, 1856, 1862, 1864, 1870, 1880/1881, 1885, 1886, 1896, 1897, 1899, 1902, 1903, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945, 1952 and 1957.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, nº I-31363, et annexe A des volumes 1836, 1843, 1846, 1850, 1856, 1862, 1864, 1870, 1880/1881, 1885, 1886, 1896, 1897, 1899, 1902, 1903, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945, 1952 et 1957.

4. España interpreta:

- a) Los artículos 69 y 70 de la Convención, en el sentido de que el acceso a la pesca en la Zona Económica Exclusiva de terceros Estados por parte de flotas de Estados desarrollados sin litoral o en situación geográfica desventajosa está condicionado a que los Estados ribereños en cuestión hayan facilitado previamente ese acceso a las flotas de los Estados que hubieran venido pescando habitualmente en la Zona Económica Exclusiva de que se trate.
- b) En relación con el artículo 297, y sin perjuicio de lo dispuesto en dicho artículo en cuanto a la solución de controversias, los artículos 56, 61 y 62 de la Convención no permiten considerar como discrecionales las facultades del Estado ribereño en cuanto a la determinación de la captura permisible, de su capacidad de explotación y la asignación de excedentes a otros Estados.

5. Las disposiciones del artículo 9 del Anexo III no impedirán la participación de los Estados Parte, cuyo potencial industrial no les permita participar directamente como contratistas en la explotación y recursos de la Zona, en las empresas conjuntas a que se refiere el párrafo 2 de ese artículo.

6. De conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1.º del artículo 287, España elige a la Corte Internacional de Justicia, como medio para solución de controversias relativas a la interpretación o aplicación de la presente Convención.»

[TRANSLATION]

1. The Kingdom of Spain recalls that, as a member of the European Union, it has transferred competence over certain matters governed by the Convention to the European Community. A detailed declaration will be made in due course as to the nature and extent of the competence transferred to the European Community, in accordance with the provisions of Annex IX of the Convention.

2. In ratifying the Convention, Spain wishes to make it known that this act cannot be construed as recognition of any rights or status regarding the maritime space of Gibraltar that are not included in article 10 of the Treaty of Utrecht of 13 July 1713 concluded between the Crowns of Spain and Great Britain. Furthermore, Spain does not consider that Resolution III of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea is applicable to the Colony of Gibraltar, which is subject to a process of decolonization in which only relevant resolutions adopted by the United Nations General Assembly are applicable.

[TRADUCTION]

1. Le Royaume d'Espagne rappelle qu'en tant que membre de l'Union européenne, elle a transféré compétence à la Communauté européenne à raison de certaines questions régies par la Convention. Le moment venu, une déclaration viendra préciser dans le détail la nature et l'étendue de la compétence transférée, conformément aux dispositions de l'annexe IX de la Convention.

2. L'Espagne, en ratifiant la Convention, déclare que cet acte ne peut être interprété comme une reconnaissance des droits ou situations relatifs aux espaces maritimes de Gibraltar quels qu'ils soient, qui ne sont pas visés à l'article 10 du Traité d'Utrecht conclu le 13 juillet 1713, entre la Couronne espagnole et la Couronne britannique. De même, l'Espagne considère que la résolution III de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer n'est pas applicable à la colonie de Gibraltar, qui fait l'objet d'un processus de décolonisation auquel s'appliquent les seules résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies.

3. Spain understands that:

(a) The provisions laid down in Part III of the Convention are compatible with the right of a coastal State to dictate and apply its own regulations in straits used for international navigation, provided that this does not impede the right of transit passage.

(b) In article 39, paragraph 3 (a), the word “normally” means “unless by *force majeure* or by distress”.

(c) The provisions of article 221 shall not deprive a State bordering a strait used for international navigation of its competence under international law regarding intervention in the event of the casualties referred to in that article.

4. Spain interprets that:

(a) Articles 69 and 70 of the Convention mean that access to fisheries in the exclusive economic zone of third States by the fleets of developed landlocked or geographically disadvantaged States shall depend on whether the relevant coastal States have previously granted access to the fleets of States which habitually fish in the relevant exclusive economic zone.

(b) With regard to article 297, and without prejudice to the provisions of that article in respect of settlement of disputes, articles 56, 61 and 62, of the Convention do not allow of an interpretation whereby the rights of the coastal State to determine permissible catches, its capacity for exploitation and the allocation of surpluses to other States may be considered discretionary.

5. The provisions of article 9 of Annex III shall not prevent States Parties whose industrial potential does not enable them to participate directly as contractors in the exploitation of the resources of the zone from participating in the joint ventures referred to in paragraph 2 of that article.

6. In accordance with the provisions of article 287, paragraph 1, Spain chooses the International Court of Justice as the means for the settlement of disputes concerning the interpretation or application of the Convention.

3. L'Espagne considère que :

a) Le régime établi dans la partie III de la Convention est compatible avec le droit qu'a l'Etat riverain d'adopter et d'appliquer dans les détroits servant à la navigation internationale ses propres lois et règlements, à condition que l'exercice du droit de passage en transit ne s'en trouve pas entravé.

b) A l'article 39, au paragraphe 3, lettre a le mot « normalement » signifie « sauf cas de force majeure ou difficulté grave ».

c) Aucune disposition de l'article 221 ne prive l'Etat riverain d'un détroit servant à la navigation internationale des compétences que lui reconnaît le droit international en matière d'intervention lors des accidents visés par ledit article.

4. L'Espagne considère que :

a) Les articles 69 et 70 de la Convention signifient que des Etats développés sans littoral ou géographiquement désavantagés n'ont accès aux ressources halieutiques de la zone économique exclusive d'Etats tiers qu'à la condition que ces derniers aient préalablement accordé l'accès aux Etats qui pratiquaient habituellement la pêche dans la Zone économique exclusive en question.

b) En ce qui concerne l'article 297, et sans préjudice des dispositions dudit article relatives au règlement des différends, les articles 56, 61 et 62 de la Convention ne permettent pas de considérer que l'Etat côtier a le pouvoir discrétionnaire de fixer le volume admissible des captures et sa capacité d'exploiter, ainsi que de répartir le reliquat de la pêche entre d'autres Etats.

5. Les dispositions de l'article 9 de l'annexe III ne doivent pas empêcher les Etats parties qui en raison de leur potentiel industriel ne peuvent pas conclure des contrats pour l'exploitation des ressources de la Zone, de participer aux entreprises conjointes visées au paragraphe 2 dudit article.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 287, l'Espagne choisit la Cour internationale de Justice comme moyen pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention.

Registered ex officio on 15 January 1997.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

No. 31364. AGREEMENT RELATING TO THE IMPLEMENTATION OF PART XI OF THE UNITED NATIONS CONVENTION ON THE LAW OF THE SEA OF 10 DECEMBER 1982. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 28 JULY 1994¹

N° 31364. ACCORD RELATIF À L'APPLICATION DE LA PARTIE XI DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER DU 10 DÉCEMBRE 1982. ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 28 JUILLET 1994¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

15 January 1997

SPAIN

(With effect from 14 February 1997.)

Registered ex officio on 15 January 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

ESPAGNE

(Avec effet au 14 février 1997.)

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1836, No. I-31364, and annex A in volumes 1836, 1841, 1843, 1846, 1850, 1855, 1856, 1858, 1862, 1864, 1865, 1870, 1880/1881, 1884, 1885, 1886, 1887, 1897, 1899, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945, 1947, 1952 and 1957.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1836, n° I-31364, et annexe A des volumes 1836, 1841, 1843, 1846, 1850, 1855, 1856, 1858, 1862, 1864, 1865, 1870, 1880/1881, 1884, 1885, 1886, 1887, 1897, 1899, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945, 1947, 1952 et 1957.

No. 33409. LUSAKA AGREEMENT ON CO-OPERATIVE ENFORCEMENT OPERATIONS DIRECTED AT ILLEGAL TRADE IN WILD FAUNA AND FLORA. ADOPTED AT THE MINISTERIAL MEETING AT LUSAKA ON 8 SEPTEMBER 1994¹

N° 33409. ACCORD DE LUSAKA SUR LES OPÉRATIONS CONCERTÉES DE COERCITION VISANT LE COMMERCE ILLICITE DE LA FAUNE ET DE LA FLORE SAUVAGES. ADOPTÉ PAR LA RÉUNION MINISTÉRIELLE À LUSAKA LE 8 SEPTEMBRE 1994¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

17 January 1997

KENYA

(With effect from 18 March 1997.)

Registered ex officio on 17 January 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

17 janvier 1997

KENYA

(Avec effet au 18 mars 1997.)

Enregistré d'office le 17 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1950, No. I-33409.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1950, n° I-33409.

No. 33480. UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION IN THOSE COUNTRIES EXPERIENCING SERIOUS DROUGHT AND/OR DESERTIFICATION, PARTICULARLY IN AFRICA. OPENED FOR SIGNATURE AT PARIS ON 14 OCTOBER 1994¹

N° 33480. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR LA SÉCHERESSE ET/OU LA DÉSSERTIFICATION, EN PARTICULIER EN AFRIQUE. OUVERTE À LA SIGNATURE À PARIS LE 14 OCTOBRE 1994¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

15 January 1997

PARAGUAY

(With effect from 15 April 1997.)

Registered ex officio on 15 January 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

PARAGUAY

(Avec effet au 15 avril 1997.)

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1954, No. I-33480, and annex A in volumes 1955 and 1957.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1954, n° I-33480, et annexe A des volumes 1955 et 1957.

No. 33484. INTERNATIONAL TROPICAL TIMBER AGREEMENT, 1994. CONCLUDED AT GENEVA ON 26 JANUARY 1994¹

N° 33484. ACCORD INTERNATIONAL DE 1994 SUR LES BOIS TROPICAUX. CONCLU À GENÈVE LE 26 JANVIER 1994¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

15 January 1997

SPAIN

(The Agreement came into force provisionally on 1 January 1997 for Spain which, by that date, had notified its intention to apply it, in accordance with article 41.)

Registered ex officio on 15 January 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

ESPAGNE

(L'Accord est entré en vigueur à titre provisoire le 1^{er} janvier 1997 pour l'Espagne qui, à cette date, avait notifié son intention de l'appliquer, conformément à l'article 41.)

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1955, No. 1-33484.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1955, n° 1-33484.